

GENDARMERIE
Détachement Judiciaire
Auditorat Militaire
Palais de Justice
1000 BRUXELLES
02/508.60.11

PV n° 734

En cause :

- X . . .

Du chef de :

- assassinats

Objet :

- audition Birara Jean

Suite au dossier n° 02.02545
N94 C8 - apostille dd
18.05.94 de Monsieur
l'Auditeur Militaire
à Bruxelles

(sé) Ver Elst-Reul

AUDITORAT MILITAIRE
BRUXELLES

13 JUIN 1994

MILITAIR AUDITORAAT
BRUSSEL

AS

(1) Biffer la mention inutile

PRO



JUSTITIA

491

Ce jourd'hui vingt-six mai mil neuf cent
nonante-quatre , à 1000 heures

Nous soussigné(s) Artiges Guy, adjudant - OPJ

de gendarmerie.

en résidence à Bruxelles - Aud.Mil. ~~en tenue de notre uniforme (1)~~
en tenue civile, (1)

rapportons avoir rencontré et entendu, au n° 103 Bd ^Aer
à Bruxelles, aux date et heures du présent :

B i r a r a Jean

né à Mutura - Gisenyi le 21.07.37
dlié à Rubavu (Gisenyi) Rwanda

Président de la société Rwandex à Kigali
et ancien Président de la Banque Nationale
du Rwanda durant 21 ans.

qui nous déclare :

" Je désire m'exprimer en français.

Je vous remets 3 feuillets qui comportent tout ce que
j'ai a dire sur les affaires Rwandaises.

(après lecture, persiste et signe dans notre carnet de
seignements)

Renseignements

- Monsieur Birara nous a signalé que le renvoi au bas
du 3ème feuillet n'est pas correct; Il avait été à tort
informé de la mort des casques bleus Ghanéens

- Mr Birara nous précise qu'il a vu en compagnie de 6
personnes, le 20.02.94 la liste des personnes qui devai
être massacrées. Le Général Nsabimana qu'il nous prése
comme un "modéré" est parvenu à faire posposer trois
fois le début des massacres mais il s'agissait d'un dés
Présidentiel. C'était le Président Habyarimana qui
devait donner le signal.

- Mr Birara nous a expliqué que le Président Habyarimana était originaire de l'Ouganda et que son clan n'était pas très puissant au Rwanda. C'est contre celui de sa femme l'est et c'est ainsi que les véritables dirigeants du Rwanda sont les cousins de l'épouse, Agathe. Il s'agit

- Protée Zigiranyirazo (appelé Mr " Z ")
- Séraphin Rwabukumba
- Elie Sagatwa

- Séraphin Rwabukumba est l'homme qui tient toutes les finances du Rwanda dans ses mains et qui dispose de toutes les signatures.

- Elie Sagatwa est le secrétaire particulier du Président et chef de la sécurité.

- nous apprenons aussi que le capitaine Simbikangwa (infirme) est le chef des Escadrons de la mort...

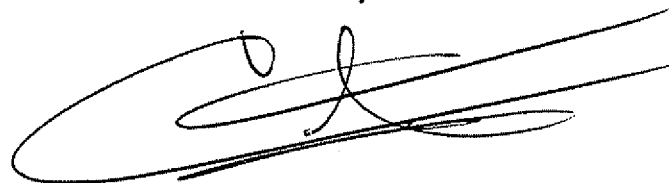
Renseignements complémentaires

- de plusieurs sources sérieuses, nous apprenons que Mr Birara est un homme sérieux, honnête et correct, avec qui il faudra compter dans l'avenir au Rwanda. Il faut noter aussi que dans le livre de Shyirambere J. Barahinyura " Habyarimana à 15 ans de tyrannie et de tartuferie au Rwanda " nous relevons que Mr Birara avait déjà accusé trois officiers de Kigali de corruption et de vol des biens de l'Etat. Il s'agissait de : (cela se passe en 1980)

- colonel BUREGEYA
- colonel SERUBUGA
- major RWAGAFILITA

- selon la déclaration de Mr Birara, ces trois mêmes personnes font partie du complot dirigé contre le chef de l'Etat, sous la direction du colonel Bagosora qui lui est à la fois apparenté au Président et son épouse (cousin des deux)

Dont acte,



Annexe au P.J. n° 7
dt 26.05.94
49

I

A la fin du mois de mars (30 ou 31), le Président MOBUTU a téléphoné à la résidence de *HABYALIMANA* absent; il a parlé avec *Agathe.H.* et lui a dit qu'un attentat se préparait et serait perpétré au retour du Président *HABYALIMANA* de Dar-Es-Salam.

De même, le service des renseignements militaires du BURUNDI qui avait beaucoup de correspondants au camp de Kanombe, a demandé au Président du BURUNDI de se garder de voyager avec *HABYALIMANA* parce que à la première occasion au début d'avril, il y aurait un attentat contre lui.

La femme de *HABYALIMANA* en aurait parlé à *SAGATWA Elie*, le colonel chargé de la sécurité du Président et cousin d'*Agathe.H.*, que celle-ci voulait voir remplacer *HABYALIMANA*. Mais *SAGATWA*, sollicité, aurait refusé, sans pourtant parler à son chef (le Président). Tout ceci, *Agathe.H.* l'a téléphoné à Mitterand quand ce dernier a téléphoné vers 21h30', le 6 avril, pour présenter ses condoléances.

II

A l'origine du coup d'état se trouvent:

- 1) le colonel *SERUBUGA Laurent*, ancien chef d'état major, mis à la retraite contre son gré, et sans le grade de général qu'il réclamait.
- 2) le colonel *BUREGEYA*, ancien Secrétaire Général à la Présidence (auparavant chef de la SURETE), qui, avant sa mise à la retraite, était directeur de l'Ecole Militaire; il n'a pas eu non plus le grade de général qu'il exigeait.
- 3) le colonel *RWAGAFILITA*, ancien Chef d'Etat Major de la Gendarmerie, mis à la retraite sans le grade de général convoité.

Les deux premiers sont de la région du Président (le Bushiru); le second (*BUREGEYA*) est cousin d'*Agathe.H.*. Ils se sont estimés trahis et humiliés. Les deux derniers endettés, étaient tombés dans le dénuement.

III

Les accords d'ARUSHA prévoyaient la fusion des deux armées; donc le départ d'un grand nombre de soldats de l'armée gouvernementale (surtout originaires de la région du Président). Par ailleurs, des officiers nordiques, surtout de Gisenyi, voyaient impuissants, la réintégration dans l'armée, des officiers d'autres régions qu'ils avaient fait chasser injustement de l'Armée. Ceux-ci sortis tous de l'E.R.M. (Bruxelles), allaient rester en service dans l'Armée fusionnée, alors que leurs adversaires rentreraient chez eux. Parmi ces officiers du Nord, se trouvait le colonel *BAGOSORA*, cousin à la fois de *HABYALIMANA* et d'*Agathe.H.*

Enfin, vient la belle-famille du Président. Avec les accords d'ARUSHA, la réduction drastique des pouvoirs de *HABYALIMANA* signifiait pour elle, la perte de la source des

499

richesses, honneur et protection contre leurs crimes et délits. C'est elle, en complicité avec *Agathe HABYALIMANA* qui prit la décision en Octobre 1992, de réunir les officiers mécontents et imposa le principe d'écarter *HABYALIMANA* du pouvoir pendant 12 mois ou 2 ans et le remplacer par un membre de la famille qui céderait de nouveau la place à *HABYALIMANA* après la liquidation de l'OPPOSITION suivie de la victoire militaire empêchée, prétendaient-ils, par les TUTSIS de l'intérieur et leurs complices hutus (opposants).

Des listes furent dressées, on en connaît surtout pour Kigali, avec l'approbation du Président. De 60 personnes au début, la liste s'allongeait à 1.500 personnes le 20/02/1994. A trois reprises, les massacres furent annulés ou reportés à cause de l'opposition de *NSABIMANA* Chef d'Etat Major qui m'en a parlé le 20/02/1994 et montré la liste définitive. L'exécution confiée aux chefs de milices (donc l'armée ne devait pas être mêlée à ça), devait commencer le 23 mars à minuit et se terminer le dimanche 27 mars à 6 heures du matin; l'ordre ne fut pas donné par le Président qui recevait des délégations étrangères jusqu'à 1h30' du matin (24/03/1994). Tout fut postposé.

IV

En tout état de cause, avec le report des massacres, le Président semblait décidé à appliquer cette fois-ci, les Accords d'ARUSHA; convaincu définitivement par le ministre DELCROIX.

Le 4/04/1994, le lundi de Pâques, le colonel *RUSATIRA*, Secrétaire au Ministère de la Défense pendant 15 ans, puis Directeur de l'Ecole des Officiers, en remplacement de *BUREGEYA*, est venu chez moi à midi. Il m'a dit que le Président venait de charger son chef de cabinet, *RUHIGIRA Enoch*, de tout préparer pour la prestation de serment des députés et du gouvernement, à son retour d'ARUSHA. La belle-famille et les officiers mis au courant firent revenir *BAGOSORA* qui était en vacances à Gisenyi; il rejoignit Kigali le 5/04/1994 au soir. C'est lui qui a pris la décision d'abattre l'avion du Président et de rappeler *SERUBUGA*, *BUREGEYA*, et *RWAGAFILITA* (les trois officiers mécontents).


V

Les tirs sont venus du camp de Kanombe (près de la résidence du Président et de l'aéroport); après la chute de l'avion, du même camp, on a tiré sur la résidence du Président pour être sûr que les soldats de la garde qui s'y trouvaient (en général: 200 soldats avec 3 autos blindés) n'allaient pas contre attaquer. (La Garde Présidentielle comprend 1.200 soldats; pendant la guerre, 200 gardaient la Résidence).

1) Après la mort du Président, *Agathe.H.* a donné personnellement (aidée des deux soeurs du Président qui sont religieuses) l'ordre d'exécuter:

- *NDASINGWA Landward*, un tutsi ministre du Travail.
- *RUCOGOSA*, ministre de l'Information.
- *KAVARUGANDA*, président de la Cour Suprême.
- *UWILINGIYIMANA Agathe*, premier ministre.

Les soldats qui arrivaient chez *UWILINGIYIMANA Agathe* ont téléphoné à Madame *HABYALIMANA* pour demander des instructions; il leur a été répondu de forcer



49.

les domestiques de la Première Ministre à la violer, puis la massacrer.

" Et les Casques Bleus belges? ", ont demandés les soldats rwandais.

Réponse: " s'ils ont tout vu, il faut donc les supprimer discrètement¹...D'ailleurs, c'est la Belgique qui a assassiné mon mari."

2) *Agathe HABYALIMANA* et ses belles-soeurs ont été loin, parce que chaque fois qu'on annonçait l'exécution d'un opposant, elles s'exclamaient de joie et buvaient du champagne et de la bière St-Pauli. C'est alors que l'Archevêque (*Vincent NSENGIYUMVA*) de Kigali a décidé de dire la Messe recommandant qu'on devait pardonner à tout le monde, parce qu'*Agathe.H.* venait de réclamer le massacre de TOUS les Tutsis.

3) Alors le petit groupe a exigé la proclamation du docteur *BARARENGANA*, frère puîné du Président comme nouveau Chef d'Etat. Les soldats qui l'entendaient ont averti *BAGOSORA*. Un petit comité décida d'aller forcer *SINDIKUBWABO* qui se trouvait à Butare, à prendre la tête du gouvernement et nommer *KAMBANDA* Premier Ministre. Le cortège qui revint de Butare avait à sa tête *SINDIKUBWABO* (dans la voiture du Chef de l'Etat) suivi de *BAGOSORA*, suivi de *MUSABE*, frère de *BAGOSORA* et directeur de la B.A.C.A.R., suivi de *HIGANIRO*, directeur de l'usine d'allumettes et gendre du médecin du Président, et de Gardes Présidentiels; des soldats du F.P.R. tirèrent sur *HIGANIRO* sans l'atteindre, ni insister. *BARARENGANA* fut écarté sous prétexte de le protéger - on l'emmena à Gitarama.

Les soldats de la Garde Présidentielle non originaires du Bushiru - région du Président- se rangèrent du côté du nouveau Président; les autres étaient désemparés et commencèrent à pilonner le camp militaire de la ville qu'on suspectait de vouloir appuyer ARUSHA; c'est le vendredi soir que tous acceptaient en grognant de combattre le F.P.R..

Entre temps, Marie-Rose, la seconde fille de *HABYALIMANA* téléphona de l'étranger réclamant l'exécution des "maîtresses tutsis" de *ZIGIRANYIRAZO* (frère d'*Agathe.H.*); sa mère ajouta qu'il fallait massacrer les prêtres et les religieuses parce que tous F.P.R. ou tutsis.

Maintenant, malgré la défaite militaire en vue, on demande au "C.N.D." - le Conseil National du Développement -, d'élire un vrai Chef d'Etat à la place de *SINDIKUBWABO*. On doit choisir entre *NZIRORERA* et *NGIRABATWARE*.

¹Les Casques Bleus Ghanéens gardant *NDASINGWA Landward* ont été tués aussi.

B